

COMPTE RENDU

Réunion du Collectif Migrations et Traite des êtres humains



24-25 juin 2016, Krefeld (Allemagne)

Participants :

Cristian Bazavan, Compagnon à Emmaüs Satu Mare (Roumanie); Bernard Bonnifay, Responsable d'Emmaüs Longjumeau (France); Bernard Courteuille, Président d'Emmaüs Glageon (France); Willi Does, Responsable à Emmaüs Cologne (Allemagne); Marine Dori, Bénévole à Emmaüs Iasi (Roumanie); Pierre Dubois, Président à Emmaüs Annemasse (France); Lucie Jeanjean, Volontaire à Emmaüs Palerme (Italie); Elisabeth Kreul, Responsable à Emmaüs Krefeld (Allemagne); Jean-Philippe Legaut, Président à Emmaüs Satu Mare; Philippe Lequenne, Responsable à Emmaüs Glageon; Nathalie Martz, Chef De Service à Emmaüs Solidarité; Stephane Melchiorri, Responsable Actions Politiques à Emmaüs International; Julien Kalimira Mzee Murhula, Vice Président du GTU (Danemark); Jacques Naessens, Aida (France); Silvana Nogarole, Responsable à Emmaüs Villafranca (Italie); Fredy Ouari, Compagnon à Emmaüs Redene (France); Laure Pavesi, Coresponsable à Emmaüs Redene; Nathalie Pere Marzano, Déléguée Générale d'Emmaüs International; Anne Saingier, Responsable à Emmaüs La Halte Saint Jean (France); Thomas Tardy, Service Civique à Emmaüs Iasi; Nicola Teresi, Président d'Emmaüs Palerme (Italie); Maria Verdes, Compagne à Emmaüs Satu Mare; Charly Viguiet, Volontaire à Emmaüs Satu Mare;

Gabriela Martin, Coordinatrice d'Emmaüs Europe; Marie Tixier, Assistante Evènementiel d'Emmaüs Europe; Lola Poisson, Stagiaire Engagement Européen à Emmaüs Europe

Participants excusés : Patrick Atohoun, Président d'Emmaüs International; Tony Ferrier, Directeur général d'Emmaüs Saint Albans (Royaume-Uni); Shirley Ferrier, Volontaire à Emmaüs Saint Albans; Gelu Nichitel, Directeur d'Emmaüs Iasi

Intervenants :

Willi Does, Président d'Emmaüs Europe; Xavier Vandromme, ancien Référent du collectif; Nathalie Martz, Jean-Philippe Legaut et Julien Kalimira Mzee Murhula, Référents du collectif

Invités :

Christoph Bänders, membre du bureau du "Conseil des réfugiés" de Krefeld (association qui accompagne bénévolement des réfugiés depuis 20 ans); Damien Carême, Maire de Grande Synthe (France); Inge Krämer, bénévole du centre de réfugiés de Krefeld; Mme Meyerhöfer, assistante sociale du centre de réfugiés de Krefeld; Karin Meincke, adjointe au maire de Krefeld; Dr. Rehbein, chargé de la coordination du bénévolat en aide des réfugiés pour la ville de Krefeld; Sayhan Yilmaz, conseiller municipal et président du "Conseil d'intégration" de la ville de Krefeld

Un grand merci à tous nos invités pour le temps qu'ils ont dédié à cet évènement !

Invités excusés :

Eurodéputés: Reinhard Bütikofer (Allemagne, Verts); Michel Dantin (France, PPE); Karl-Heinz Florenz (Allemagne, PPE); Ana Gomes (Portugal, S&D); Nathalie Griesbeck (France, ALDE); Sylvie Guillaume (France, S&D, Vice-Présidente du Parlement Européen); Martin Häusling (Allemagne, Verts); Dennis de Jong (Pays-Bas, GUE/NGL); Dieter-Lebrecht Koch (Allemagne, PPE); Dietmar Köster (Allemagne, S&D); Cécile Kashetu Kyenge (Italie, S&D); Jean Lambert (Royaume-Uni, Verts); Maria Noichl (Allemagne, S&D); Christine Revault D'allonnes Bonnefoy (France, S&D); Robert Rochefort (France, ALDE); Birgit Sippel (Allemagne, S&D); Renate Sommer (Allemagne, PPE); Axel Voss (Allemagne, PPE); Gabriele Zimmer (Allemagne, GUE/NGL)

Parlementaires français: Erwann Binet (Député PS); Michel Boutant (Sénateur PS); François-Noël Buffet (Sénateur LR); Marie-Anne Chapdelaine (Députée PS); René Danesi (Sénateur LR); Jacky Deromedi (Sénateur LR); Gaetan Gorce (Sénateur PS); Philippe Kaltenbach (Sénateur PS); Marietta Karamanli (Députée PS); Claude Kern (Sénateur UDI); Pierre-Yves Le Borgn' (Député PS); Jacques Legendre (Sénateur LR); Didier Marie (Sénateur PS); Sandrine Mazetier (Députée PS Et Vice Présidente Assemblée Nationale); Michel Voisin (Député LR)

Autres : Nicolas Hulot (homme politique écologiste français, créateur de la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et pour l'homme); Alain-Paul Lebeau (Nonce Apostolique auprès de l'UE)

Thèmes abordés :

- 1) État des lieux du Collectif Migration et Traite des êtres humains
- 2) L'exemple allemand : rencontre au centre de réfugiés et table-ronde avec des acteurs de la ville de Krefeld (Allemagne)
- 3) L'exemple d'un camp humanitaire en France : le récit et les préconisations de Damien Carême, maire de la ville de Grande-Synthe (France)
- 4) Expérience de terrain sur l'accueil et le repli identitaire : la parole des groupes Emmaüs
- 5) Recommandations sur les actions possibles pour Emmaüs Europe

1) État des lieux du Collectif Migration et Traite des êtres humains

Une présentation du collectif et de ses actions a été effectuée par Xavier Vandromme, ancien référent du collectif. Il a rappelé que lorsque le travail sur les migrations au sein d'Emmaüs Europe a commencé, les groupes n'étaient pas, ou peu, concernés par l'accueil des migrants. Le travail était précurseur et les groupes réticents. Désormais les réunions du collectif sont appréciées, les documents et recommandations sont lus par les groupes.

Depuis la réunion du dernier collectif, un plan d'action a été élaboré par l'AREE de Manchester, et l'activité du collectif trouve particulièrement à s'inscrire dans deux de ses orientations :

- Orientation n°1 : Renforcer l'interpellation au niveau de l'Union européenne sur les thématiques qui impactent Emmaüs en s'appuyant sur les actions des groupes au quotidien.
- Orientation n°3 : Combattre les politiques migratoires européennes actuelles pour défendre la libre circulation en connexion avec Emmaüs International et les organisations nationales du mouvement (en référence à l'article 13 de la DUDH et à la Convention de Genève)

Suite à l'AREE, une motion sur la migration a été votée et un courrier adressé aux présidents des Etats membres, du Conseil de l'UE et du Parlement, pour les exhorter à adopter une autre politique migratoire.

Un message de la députée européenne italienne Cécile Kashetu Kyenge a été diffusé. Celle-ci était invitée à la rencontre, retenue par des obligations professionnelles, elle n'a pu se joindre à la réunion, mais nous a fait parvenir une vidéo. Elle y exprime son soutien pour l'action d'Emmaüs en faveur de l'intégration des migrants, pour une société plus juste et solidaire et souligne sa réussite en matière d'inclusion sociale. *La vidéo peut être visionnée sur la rubrique migration de l'espace membre du site d'Emmaüs Europe : <http://emmaus-europe.org/espace-membre/les-axes-de-travail/asile-et-migrations>*

2) L'exemple allemand : rencontre au centre de réfugiés et table-ronde avec des acteurs de la ville de Krefeld (Allemagne)

Le Collectif « migrations et traite des êtres humains » a eu l'opportunité de rencontrer différents acteurs de l'accueil des réfugiés à Krefeld : élus locaux, personnel de la mairie ou du centre d'accueil, bénévoles et réfugiés.

En Allemagne : L'Allemagne accueille plus d'un million de réfugiés. Environ la moitié ont vocation à s'installer en Allemagne. Des règles définissent la répartition des réfugiés au sein des Länders.

L'Allemagne joue un rôle important dans la crise migratoire, son engagement a été critiqué, alors qu'au contraire d'autres pays auraient dû l'imiter. Accueillir des migrants rend le pays plus fort.

A Krefeld : Dans la ville de Krefeld, l'accueil des réfugiés est une tradition. Dans cette ville de 230 000 habitants, ce sont 4000 réfugiés qui sont accueillis depuis 2015, avec plus de 51 pays d'origine (en particulier Irak, Iran, Afghanistan, Syrie). La population a ainsi augmenté de 1,5% avec l'afflux migratoire. 80% des arrivants ont moins de 35 ans, et 30% ont moins de 18 ans. La municipalité a pour vocation de répondre aux besoins de base des nouveaux arrivants : nourriture, hébergement, assurance maladie.

Adhésion de la population : Plusieurs services se sont mis en place avec l'aide de bénévoles : plus de 1000 citoyens de Krefeld se sont impliqués, et 600 travailleurs sociaux ont été recrutés par la mairie. Des tables rondes sont organisées dans les quartiers avec les citoyens et permettent d'avoir le soutien de la population. Un conseil pour l'intégration a également été créé. La société civile joue un rôle de facilitateur de création de liens.

Hébergement : La question de l'hébergement s'est posée rapidement. Des écoles et gymnases ont été réquisitionnés, des tentes installées. Environ 1700 réfugiés ont été logés dans des appartements acceptables, mais 2000 sont dans des logements improvisés et précaires, ce qui n'est pas acceptable sur le long terme. La totalité des centres d'hébergement sont pleins, des constructions de logements sont en cours, mais des délais sont à prévoir. Dans la mesure du possible, les familles sont hébergées dans le même espace, mais de manière générale, les migrants manquent d'intimité.

Langue et intégration : Le problème de l'apprentissage de la langue se pose également. Un programme spécial devait être mis en place pour les personnes se voyant accorder le statut de réfugié, mais suite à des freins administratifs le programme n'a jamais vu le jour. Il est pourtant primordial que les réfugiés apprennent la langue s'intègrent, et comprennent la culture allemande.

Enregistrement des demandes d'asile : L'Etat devrait se charger de l'enregistrement des demandes d'asile au niveau national, mais a rapidement été débordé. De longs délais sont à prévoir, ce qui peut rendre difficile la situation des réfugiés.

Travail et formations : Les migrants qui arrivent ne voient pas leurs qualifications et diplômes reconnus. Un délai de presque 15 mois est nécessaire pour qu'un migrant puisse travailler, en effet l'employeur doit démontrer qu'il n'est pas possible de trouver un Allemand pour occuper le poste. La mairie a mis en place des formations pour des professions manuelles où la main d'œuvre locale est insuffisante (gastronomie, hôtellerie ...).

Repli identitaire: L'audience des partis d'extrême droite est en augmentation en Allemagne, une partie de l'opinion allemande s'oppose à l'accueil, et certains centres ont été brûlés (mais pas à Krefeld). Les événements à Cologne (agression de femmes par des migrants) ont donné une très mauvaise image des migrants. Finalement, ce sont dans les villes où il y a le plus de migrants qu'il y a le moins de problème. Les villes qui accueillent peu sont davantage sujettes au racisme.

Le dialogue entre l'Etat, les communes, les citoyens et les réfugiés, bien que parfois complexe de par des différences culturelles ou des difficultés administratives, est indispensable. Pour se comprendre, les gens doivent se rencontrer et communiquer.

3) L'exemple d'un camp humanitaire en France : le récit et les préconisations de Damien Carême, maire de la ville de Grande-Synthe (France)

Monsieur Carême, maire de Grande-Synthe, nous a fait le plaisir d'être présents à nos côtés tout au long du collectif. Il a participé aux rencontres avec les élus allemands et à nos réflexions sur l'accueil. Il nous a expliqué en détail la situation à Grande-Synthe.

A Grande-Synthe: Le contexte est différent. Contrairement aux migrants qui arrivent à Krefeld, ceux qui sont présents dans le Nord de la France ne souhaitent pas s'y installer, mais cherchent un passage pour le Royaume-Uni. La plupart arrivent dans la ville car des passeurs les font venir. Quelques migrants sont présents sur la commune de Grande-Synthe depuis 2006, ils profitaient des stations-services pour monter dans les camions en destination du Royaume-Uni.

Ancien campement: Avec la crise migratoire, 2000 migrants sont arrivés en très peu de temps. La plupart sont des kurdes irakiens. Fin 2015, il y avait 2800 migrants installés dans un campement sauvage. Des toilettes et des douches avaient été rajoutées pour améliorer un peu les conditions, mais ce n'était pas soutenable. *Médecins sans frontières* avait jugé que les conditions de santé dans ce camp étaient les pires de ce qu'ils avaient pu rencontrer dans le monde. Face à des conditions de logements inhumaines et dégradantes, et avec l'approche de l'hiver, la commune de Grande-Synthe a dû trouver une solution dans l'urgence.

Mise en place d'un camp humanitaire: Dans une première tentative, 150 tentes avaient été installées, mais une tempête les a arrachées. MSF a alors proposé l'idée de bungalows qui pourraient abriter environ 5 personnes chacun, afin de recréer la cellule familiale. Des cabanes en bois sont installées. La commune n'a pas eu le choix du terrain pour l'emménagement du nouveau camp: s'il ne se trouvait pas à proximité de l'autoroute, où les migrants peuvent tenter leur chance vers l'Angleterre, ils n'auraient pas accepté ce changement. Le déménagement s'est effectué sur la base du volontariat, et a duré 3 jours, en mars 2016.

Le gouvernement français a dans un premier temps refusé le camp. Comme le terrain appartenait à la ville, celle-ci a pu y construire le camp sans autorisation de l'Etat, qui a voulu s'y opposer à cause de l'absence de détecteurs de fumée. Plusieurs semaines après, l'Etat a finalement annoncé prendre en charge les frais du camp. 3,9 millions sont

nécessaires par an à son fonctionnement. Ce nouveau camp a accueilli jusqu'à 1400 réfugiés, en juin 2016, ils n'étaient plus que 820.

La coopération avec les associations est importante. *Médecins sans frontières, Médecins du monde, la Croix rouge, Gynécologie Sans Frontières, Dentistes sans frontières ...* au total 52 associations aident au quotidien l'opérationnel du camp. Une maison d'information a été mise en place, avec la présence de *l'Office Français d'Immigration et d'Intégration, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, d'avocats ...* L'accès aux droits a été renforcé.

Dans le camp de Grande-Synthe, il n'y a pas de barbelé ni de contrôle à l'entrée, et la musique est acceptée, voire encouragée. Des espaces ont été prévus pour les enfants, et un terrain de jeu donné par des Anglais sera bientôt installé.

Adhésion de la population : La communication avec la population et la présentation d'un discours positif sont nécessaires pour que les citoyens comprennent et acceptent les choix qui sont faits. Les médias ont porté un regard positif sur l'initiative, et le Front National a fait un score très bas à Grande-Synthe aux dernières élections.

Beaucoup d'habitants sont devenus bénévoles dans le camp. D'autres bénévoles sont arrivés de partout. De plus, 40 emplois ont été créés avec l'installation du camp, ce qui n'est pas négligeable dans une commune où il y a 25% de chômage.

Intégration : Si des migrants venaient à rester sur le territoire de la commune, la question de l'intégration dans la société pourrait se poser, mais ce n'est pour l'instant que peu le cas, beaucoup de migrants parvenant à traverser la Manche. Le maire rappelle que l'intégration des migrants figure comme priorité dans le programme urbain pour les villes durables.

Passeurs et traite : Dans le campement, les passeurs avaient fermé les douches installées par la mairie pour faire payer leur utilisation. Dans le nouveau camp, un gestionnaire est présent 24h/24 pour surveiller. Il n'est pas facile de créer des groupes d'échange avec les migrants, car certains d'entre eux sont des passeurs, mais on ne sait pas lesquels. Comment nommer des porte-paroles ? Toutefois la coopération avec la police et la préfecture est précieuse et a permis de démanteler 21 réseaux.

Perspectives : La mairie de Paris a annoncé l'ouverture d'un camp humanitaire, maintenant Damien Carême et Anne Hidalgo travaillent ensemble pour tenter de convaincre d'autres maires français d'adopter cet exemple.

Trois composantes essentielles sont à retenir pour le succès d'une telle action : le courage politique, la communication positive des médias, et l'adhésion de la population

4) Expérience de terrain sur l'accueil et le repli identitaire : la parole des groupes Emmaüs

Emmaüs Rédéne (France) : La communauté de Rédéne accueille des migrants depuis

plus de 4 ans, et la communauté est ouverte aux familles depuis deux ans, ce qui a modifié sa configuration.

L'arrivée des migrants d'Europe de l'est, qui amènent une culture différente, a provoqué des difficultés, notamment dans le vivre-ensemble et la cohésion de groupe. Ils essaient de lutter contre le repli identitaire en organisant des moments conviviaux, tels que des repas à thème (sur un pays/une culture).

La communauté s'est organisée en collectif (« cent pour un toit ») avec d'autres associations de terrain (*Ligue des droits de l'homme, Cimade, Fondation Abbé Pierre, etc.*). Ce collectif fait un travail de plaidoyer auprès des autorités locales, et recueille les cotisations de citoyens pour payer les loyers. Il a également pu prendre en charge plus de 8 familles, réparties sur le territoire de 6 communes.

Emmaüs Longjumeau (France) : La communauté de Longjumeau accueille des migrants depuis des années, de par sa proximité de Paris et Orly. Cela n'a jamais été un problème, et ils ont essayé d'accueillir au maximum. Toutefois, « l'accueil, bien qu'inconditionnel, ne peut être inconditionnel ».

Mais pour la continuité de l'activité économique, la communauté a besoin entre autres de personnes avec un permis de conduire valable en France, cependant, ils n'y ont jamais conditionné leur accueil.

Il faut rappeler :

« Accueillir des migrants n'est pas un crime.

Ce qui est criminel c'est de fermer les yeux sur leur détresse ».

Emmaüs Glageon (France) : La communauté accueille à 70% des personnes sans-papiers, qui viennent d'Afrique noire et d'Europe de l'est. Constatent que de nombreux habitants, des maires et certains médias se sont opposés à cet accueil.

La diversité peut poser problème, par exemple au niveau des repas, avec le ramadan, la cuisine hallal ...

A déplorer : un climat de radicalisation qui s'installe même au sein des communautés. Certaines des personnes accueillies montrent de l'intolérance, malgré parfois leur haut niveau d'éducation.

Emmaüs AIDA - Aide à l'insertion des demandeurs d'asile (France) : L'association prend place au sein d'un quartier très défavorisé, entre extrêmes politiques (Front National) et religieux (islamisation), et y a un rôle très important à jouer. Elle organise des activités culturelles, des visites de la ville de Lille (musée, orchestre), propose des repas et des cours d'alphabétisation, et accompagne dans les démarches administratives. Elle préconise de rapprocher les habitants et les migrants.

Emmaüs La Halte Saint Jean (France) : La communauté accueille désormais à près de 90% des migrants. Soutenir une activité économique classique est devenu impossible.

La mairie se positionne contre l'accueil, les voisins manifestent du rejet.

Le mouvement Emmaüs n'est pas assez mobilisé pour que l'inconditionnalité de l'accueil puisse fonctionner. Les communautés ne fonctionnent pas ensemble, des obstacles existent.

Problèmes culturels se ressentent surtout au niveau des repas : intolérance des uns pour les repas des autres. Les repas sont devenus individuels, et aux quelques repas collectifs, seuls les enfants viennent. Les migrants abandonnent le français et recréent leur monde.

Constat d'échec, le vivre ensemble n'est pas naturel et de plus en plus difficile.

Emmaüs Bourg-en-Bresse (France) : La communauté accueille 7 familles, soit environ 30 personnes, dont 14 ont vu leur demande d'asile déboutée. Des débats sont en cours pour savoir comment accueillir au mieux. Les locaux sont dégradés, est-ce possible d'accueillir dans des logements indignes ? Quel accompagnement peut être mis en place ?

Un collectif de solidarité a été mis en place. L'action collective est souvent plus efficace.

Emmaüs Annemasse (France) : La communauté est confrontée à l'accueil de migrants, mais pour l'instant il y a un équilibre dans le groupe et le vivre ensemble est préservé.

La différence de culture, visible surtout par rapport au ramadan, a donné lieu à des discussions et échanges enrichissants.

Emmaüs Villafranca (Italie) : La communauté accueille une famille, mais les limites en termes de places, ne leur permettent pas d'accueillir plus.

L'accueil ne devrait pas être qualifié d'inconditionnel, mais plutôt de non discriminatoire.

Le groupe a pris part à une manifestation à Vérone lors de la journée mondiale des réfugiés ; et souhaite porter divers combats : lutter pour que le ministère de la défense ait moins de pouvoirs, mobiliser pour le retrait de son argent des banques qui soutiennent le commerce des armes, ouvrir des couloirs humanitaires ... On doit aboutir à des propositions concrètes.

Emmaüs Palerme (Italie) : La communauté est récente et n'accueille pas encore de migrants, mais se prépare pour l'arrivée de deux personnes. La région de la Sicile, très pauvre, est très frappée par la migration, et par une augmentation de l'intolérance. Du fait de l'arrivée massive des migrants, les habitants se sentent envahis, et ne savent pas accueillir correctement. La mafia profite aussi de l'immigration, qui rapporte désormais plus que la drogue d'après eux. Mais les habitants ont recommencé un mouvement de dénonciation, et certains instruments qui ont fait leurs preuves contre la mafia peuvent aussi servir à la lutte contre la traite.

Important d'aller sensibiliser, de se déplacer dans les écoles pour véhiculer un message

positif et la défense et le respect des droits fondamentaux.

Emmaüs Satu Mare et Iasi (Roumanie) : Les seuls migrants accueillis dans ces deux communautés sont les volontaires européens.

La population roumaine est en très fort rejet des migrants. Les autorités prétendent qu'il n'y a pas de migrants et qu'il ne faut pas inquiéter la population à ce sujet.

La Roumanie serait plus concernée par le fléau de la traite.

Emmaüs GTU (Danemark) : La politique d'immigration au Danemark est très restrictive, la migration est mal perçue.

Emmaüs pourrait peut-être aider le Danemark à ce sujet, changer les mentalités.

Emmaüs en Pologne : En Pologne comme en Roumanie, il n'y a pas d'accueil de migrants dans les communautés.

Les autorités prétendent qu'il n'y a pas de problème de migration. Pourtant la crise en Ukraine mène à des interrogations sur la présence de réfugiés en provenance de ce pays.

Emmaüs Solidarité (France) : A Paris, des centres d'hébergements dédiés aux migrants ont été mis en place. Emmaüs Solidarité travaille avec l'OFII et l'OFPRA, et les personnes accueillies obtiennent l'asile plus rapidement. Elles sont également accompagnées et aidées à trouver un travail. Est soulevé le travail en commun avec plusieurs associations.

5) Recommandations sur les actions possibles pour Emmaüs Europe

Des ateliers ont permis de réfléchir sur trois problématiques :

- Quel(s) message(s) commun(s) souhaite-t-on faire passer dans le contexte actuel ?
- Quelle(s) instance(s) souhaite-t-on interpeler ?
- Quelle(s) action(s) souhaite-t-on mener auprès de la société civile ?

Les propositions faites lors de ces ateliers et débattues collectivement peuvent être synthétisées de la manière suivante :

Messages

Accueil non-discriminatoire

Déconstruire les contre-vérités

	Etre solidaire
Libre circulation	
	Plaider l'abolition du système de Dublin
	Promouvoir des politiques sociales qui luttent contre la pauvreté
	Promouvoir l'article 13 de la DUDH
Proposition d'expériences pilotes	
	Visas touristiques pour les migrants économiques
	Corridors humanitaires
Instances	
Interpellation des instances internationales	
	<i>Pourquoi ?</i> Les migrations se font dans le monde entier et pas seulement en Europe (1 million de réfugiés sont arrivés en Europe, mais 60 millions d'errants dans le monde)
	<i>Qui ?</i> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation des Nations Unies • Organisation internationale des migrations • Conseil des nations unies pour les réfugiés
Interpellation des instances européennes	
	<i>Pourquoi ?</i> Assurer une continuité dans la présence d'Emmaüs près des instances
	<i>Qui ?</i> <ul style="list-style-type: none"> • Slovaquie (à la tête du Conseil de l'UE) • Commission européenne • Parlement européen • Cour de justice de l'UE • Conseil de l'Europe • Cour européenne des droits de l'homme
Actions	
Provocations	
	Porter plainte contre l'UE (éventuellement collectivement avec d'autres associations européennes)
	Faire une grève de la faim au sein des groupes
	Faire une déclaration commune dans les médias sur l'article 13
Sensibilisation de la	

société civile	
	Rédaction d'une charte faite d'articles qui déconstruiraient les préjugés contre les migrants et qui serait proposée à la signature dans les salles de vente
	Création d'un espace de rencontre dans les salles de vente
	Faire une marche entre communautés à travers l'Europe (« la route d'Emmaüs », éventuellement en camion ?), et sensibiliser sur l'article 13
	Délivrer des messages simples
	Réveiller la générosité
	Education, réseaux sociaux
	Mobiliser par des pétitions, des conférences, des séminaires, des cercles de silence
Autres idées	
	Création d'un Emmaüs en Grèce
	Banques éthiques
	Véhiculer la parole de l'Abbé

Deux types de visions complémentaires coexistent : l'une privilégie la remontée politique auprès des élus et instances nationales, européennes ou internationales, l'autre vise à la mobilisation de la société civile. Ces deux voies ne s'opposent pas et peuvent éventuellement être menées de front, à un rythme différent. Le débat sur les actions à entreprendre continue, et nous reviendrons vers vous si besoin. N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires !

Enfin, l'ensemble des participants à la réunion du Collectif remercie la communauté de Krefeld pour son accueil chaleureux !